

Camal Gallouj
Faridah Djellal

Introduction à l'économie des services

Collection « Économie en + »

Presses universitaires de Grenoble
BP 47 – 38040 Grenoble cedex 9
Tél. : 04 76 82 56 52 – pug@pug.fr / www.pug.fr

**Les théories de la croissance tertiaire :
entre postindustrialisme et néo-industrialisme**

Il existe chez les économistes de très fortes divergences quant au rôle des services dans la dynamique économique et quant aux enjeux de la croissance tertiaire. À la suite des travaux précurseurs d'Allan Fisher, Colin Clark et Jean Fourastié, de nombreuses thèses ont vu le jour et sont venues enrichir deux conceptions opposées de l'économie et de la société de services : une conception postindustrialiste et une conception de nature néo-industrialiste. Dans ce chapitre, nous proposons une mise en perspective historique des principales théories explicatives de la croissance des services. Après une courte présentation des constats de Clark, Fisher et Fourastié, nous abordons dans un second temps la théorie de la société postindustrielle. Cette théorie est fortement remise en question par de très nombreuses conceptions qui se développent dès les années 1980 en retenant le caractère central de l'industrie dans la dynamique économique. La quatrième section est consacrée à la présentation d'approches plus nuancées, de nature intégratrice, qui tentent de sortir de l'opposition traditionnelle biens-services. Nous y abordons les analyses en termes de complexification accrue du système productif, tout d'abord selon la perspective de Thierry Noyelle et Thomas Stanback, et ensuite selon celle d'Orio Giarini. Enfin, notre dernière section est consacrée à la présentation de thèses plus récentes, qui envisagent les transformations économiques et sociales principalement sous l'angle de l'information, de la connaissance et du savoir. Ces approches s'inscrivent, par certains aspects, dans la continuité de la société de services et par d'autres, s'en démarquent fortement.

LES PRÉCURSEURS

C'est à partir des années 1930, et en particulier sous l'impulsion des travaux liés à l'élaboration d'un cadre comptable national, qu'un certain nombre d'auteurs, principalement anglo-saxons (Fisher, 1935 ; Clark, 1940), commencent à s'intéresser au secteur tertiaire.

Allan Fisher observe un glissement des emplois et des investissements du secteur primaire (les activités agricoles et extractives) vers le secondaire (les industries de transformation) puis enfin le tertiaire (le reste). C'est sans doute à cet auteur que l'on doit l'invention du terme tertiaire.

Colin Clark constate lui aussi un glissement inéluctable vers les services, glissement qu'il attribue à une tertiarisation de la demande finale. Ce sont ses réflexions qui aboutissent à la généralisation de la trilogie sectorielle : « primaire, secondaire, tertiaire », encore largement utilisée pour analyser les structures économiques nationales. L'auteur note également que dans nombre de services, la productivité est nettement plus faible que dans l'industrie. Il n'en tire cependant pas de définition générale contrairement à ce que fera Jean Fourastié. Ce dernier est sans doute le premier à proposer une définition positive (c'est-à-dire non résiduelle) des services. En retenant comme critère le rythme de croissance de la productivité, Fourastié distingue : le secteur primaire qui regroupe les activités dont le rythme de croissance de la productivité est moyen ; le secteur secondaire, qui comprend celles dont le rythme de croissance de la productivité est élevé et enfin le tertiaire, qui réunit celles dont le rythme de croissance de la productivité est faible ou nul.

Il faut attendre les années 1960 pour que se développent – en particulier sous l'impulsion du *National Bureau of Economic Research* – des travaux plus spécifiquement orientés vers l'étude du secteur tertiaire et de sa propre dynamique de croissance (Fuchs, 1968). La plupart de ces travaux analysent le secteur tertiaire en relation avec la croissance économique globale. Cette dernière, associée au progrès technique, conduirait à un certain nombre de glissements sectoriels. Les travaux de Daniel Bell (1976) qui annoncent l'avènement d'une société postindustrielle, s'inscrivent très nettement dans cette vision du tertiaire qui met notamment en avant la croissance du revenu par tête dans les nations occidentales.

LA SOCIÉTÉ POSTINDUSTRIELLE

Bien qu'il soit sociologue, Daniel Bell est sans doute l'un des auteurs les plus connus en économie des services. Dans un célèbre ouvrage paru en 1976, l'auteur annonce l'avènement d'une « société postindustrielle » qui s'inscrit très nettement dans le prolongement de la société industrielle. Cette société postindustrielle est présentée tout à la fois comme une société

de services, une société d'abondance, une société urbaine, une société du savoir, et enfin une société plus juste.

Une société de services

La société postindustrielle est inexorablement une société de services. Bell met ainsi en évidence le caractère inéluctable de la progression des services dans l'emploi sous l'effet combiné de la Loi d'Engel (élasticité revenu élevée de la demande de services) et de la faible productivité (relative) du travail dans les activités de service. Ainsi, l'enrichissement croissant de la société conduit à un accroissement de la part des services dans la structure de consommation des ménages. Par ailleurs, du fait de la forte demande qui leur est adressée et de la faible productivité qui caractérise leur production, les services accueillent une part grandissante de la population active.

Une société d'abondance

L'industrialisation et la productivité industrielle élevée ont contribué à une grande profusion des biens matériels. En effet, du fait de coûts (et donc de prix) relativement faibles, les ménages peuvent accroître rapidement leur niveau d'équipement en appareillages domestiques. Cette abondance de biens matériels sera d'ailleurs également au cœur de la principale thèse concurrente de celle de Bell, à savoir la théorie du *self-service* défendue par Gershuny. Cette dernière est en effet élaborée sur le constat d'une tendance au « suréquipement » des ménages en technologies domestiques visant à autoproduire des services au sein de la sphère familiale.

Une société urbaine

La société postindustrielle est une société urbaine. C'est en effet, en ville, que l'on peut jouir pleinement de cette société d'abondance. L'emploi étant concentré dans les (grands) centres urbains, on assiste à un dépeuplement graduel des campagnes.

Cette perspective renvoie à de nombreux travaux contemporains de géographie et d'aménagement quant à la concentration urbaine des services, et en particulier des services aux entreprises (Gallouj *et al.*, 2006).

Une société du savoir

La société postindustrielle est centrée sur le savoir scientifique, la maîtrise de l'innovation et les technologies à fondement scientifique. Ce point est central dans la thèse de Bell. L'auteur s'appuie d'ailleurs sur quatre faits stylisés : la prééminence de la classe des professionnels et techniciens, la primauté du savoir technique, la planification de la technologie et l'émergence d'une nouvelle technologie de l'intellect.

La société postindustrielle conduit en effet à une transformation de la structure sociale et professionnelle. Les métiers techniques et professionnels (articulés autour des quatre grands corps : scientifique, technologique, administratif, et culturel), constituent le centre vital de la société postindustrielle. C'est la nature même du travail qui change. Celui-ci se fonde de plus en plus sur des contacts directs entre personnes, qui échangent de l'information et du savoir. La primauté du savoir scientifique et technique et la prééminence des métiers de techniciens et professionnels confèrent un rôle particulier à la formation universitaire : « L'importance toujours plus grande des connaissances techniques et du savoir faire professionnel fait de la formation scolaire et universitaire une condition d'admission à la société postindustrielle elle-même » (Bell, 1976, p. 168).

La société postindustrielle s'appuie fortement sur la planification et la maîtrise du développement technologique. Dans cette société, l'innovation, dont l'auteur relève l'accélération et l'ampleur, résulte directement, et de plus en plus, de l'effort de R&D. Par ailleurs, « le rôle clef réservé à la connaissance théorique modifie profondément, dans la société nouvelle, le rapport entre science et technologie ». D'autre part, note encore l'auteur : « Dans cette société, le centre de gravité se déplace de plus en plus nettement vers le "secteur du savoir", qui absorbe une part croissante de la main-d'œuvre et forme une part croissante du PNB » (Bell, 1976, p. 259). Enfin, la société postindustrielle met l'accent sur le traitement de problèmes de « complexité organisée » et la recherche de lignes de conduite rationnelles (que l'auteur qualifie de nouvelles technologies de l'intellect).

Une société plus juste

La société postindustrielle est enfin une société plus juste :

- d'abord parce qu'elle est régie par un mode de jugement ou d'évaluation sociologiste plutôt qu'économiste. Elle implique ainsi un changement de

système de valeur qui est porté en partie par la nouvelle classe dominante. Les nouveaux modes de gestion sont en effet plus socialisés, plus planifiés et concertés. Ils supposent des valeurs moins individualistes que celles qui caractérisent la société industrielle. Plus généralement, le mode sociologiste est fondé sur l'intérêt général et la justice sociale. Il pose le problème de la soumission de la fonction économique aux objectifs sociaux ;

- ensuite parce que dans la société postindustrielle, on assiste à une intervention croissante de l'État, tant dans la formation des revenus que dans le contrôle du fonctionnement des marchés. Les services ont ici un caractère plus collectif. Bell considère que les locomotives du tertiaire sont les services de santé, d'éducation, de recherche, d'environnement, les services publics et administratifs. À terme, ces services à caractère collectif, qui sont pour l'essentiel associés à l'État-providence, devraient prendre le pas sur les autres catégories de services.

C'est à partir du milieu des années 1970 que seront contestées les théories postindustrielles de la croissance (et de la croissance tertiaire) par phases ou étapes. La plus élaborée de ces contestations est due à un sociologue britannique : Jonathan Gershuny, qui, en opposition à la société postindustrielle, annonce quant à lui l'avènement d'une société de *self-service*. Sa thèse s'inscrit dans un ensemble de théories et conceptions relevant d'un courant dit néo-industriel.

LES CONCEPTIONS ET THÉORIES NÉO-INDUSTRIELLES

Les approches dites néo-industrielles sont à la fois nombreuses et variées. Elles ont néanmoins en commun de ne pas envisager les services en dehors d'une économie à base prioritairement industrielle. Il revient à Delaunay et Gadrey (1987) d'avoir « catégorisé » les principales approches concernées. Ainsi, en dehors de la théorie du *self-service* qui, par sa structure et sa cohérence, constitue la thèse la plus achevée parmi le courant néo-industrialiste, les auteurs envisagent trois grandes approches qui mettent ou remettent l'industrie au cœur du débat.

L'industrie comme activité motrice

On peut classer les approches néo-industrialistes selon trois grandes trajectoires de recherche.

La première s'inscrit dans la lignée de la tradition classique initiée par Adam Smith qui, rappelons-le, considère que les services sont improductifs. Le tertiaire est par conséquent, dans cette conception, un secteur parasitaire dont la progression explique en grande partie les ralentissements économiques et les crises contemporaines.

La deuxième trajectoire, tout en souscrivant à l'hypothèse de l'improductivité des services, revêt néanmoins une dimension moins négative. Les services pèsent sur le fonctionnement de l'économie, mais ils sont cependant indispensables, en particulier en raison de leur capacité à créer ou à retenir l'emploi. On parle alors de tertiaire « refuge » ou « éponge » (à emplois).

Enfin, la troisième trajectoire, qui analyse plus en détail les interrelations entre les services et l'industrie, considère que les activités industrielles sont bien à la base de la dynamique économique (elles sont les seules activités motrices), mais qu'elles permettent une certaine expansion du tertiaire. L'argument central de ce courant est que les services ne sont pas en voie de supplanter l'industrie mais qu'ils se développent parallèlement à elle. Cette conception, qui met en évidence une transformation des modes de fonctionnement de l'industrie, est principalement soutenue par Cohen et Zysman dans un ouvrage paru en 1987 et intitulé *Manufacturing matters: the myth of the post industrial economy*. Ces auteurs réfutent ainsi l'idée d'un développement économique appuyé sur une succession d'étapes qui amènerait les services à se substituer à l'industrie. Ils écrivent : « Nous soutenons que le principal changement affectant nos sociétés contemporaines se situe bien dans la transformation, à la fois de l'industrie et des services, et non pas dans le remplacement de l'industrie par les services » (1987, p 133-134). Les services se situent par rapport à l'industrie dans une logique de complémentarité et non pas de substitution. Néanmoins, dans la conception de Cohen et Zysman, les services restent subordonnés à l'industrie. Cette dernière continue clairement de jouer un rôle central au sein du système économique. Ce sont à la fois sa compétitivité et son renouvellement qui créent les conditions de l'expansion des services.

Les trois trajectoires néo-industrielles que nous venons de présenter, semblent continuer d'alimenter aujourd'hui les discours politiques les plus autorisés,

de droite comme de gauche. Nicolas Sarkozy, Ministre de l'économie au début des années 2000, déclarait ainsi en s'adressant aux employés d'Alstom : « Il faut une industrie française forte... (...) La France ne peut pas être qu'une économie de banques, d'assurances et de services... » (France Info, le 16 avril 2004). Dominique Strauss-Kahn, également ministre de l'Économie, exprimait quelques années auparavant les mêmes inquiétudes : « Personne ne peut penser qu'on puisse distribuer sans avoir produit. D'ailleurs, la gauche s'enracine dans une tradition qui est celle de la production. Notre effort doit se porter d'abord sur la production et, notamment, la production industrielle, sur la création de vrais emplois qui sont des emplois directement productifs... » (*Le Monde*, 1998).

Une société de « self-service »

Parmi les approches néo-industrialistes, la théorie élaborée par Jonathan Gershuny (1978) apparaît comme la plus aboutie. En annonçant et analysant l'émergence d'une société ou économie de « self-service », Gershuny abandonne lui aussi l'idée d'une croissance inexorable de la demande de services liée à la croissance économique globale. Il met en avant les interrelations qui existent entre industrie et services. Selon lui, plus qu'à une croissance de la demande de services, on assisterait à une croissance de la demande de biens manufacturés. En effet, l'équipement croissant des ménages en biens manufacturés contribuerait au remplacement de nombreux services (achetés sur le marché) par des solutions de « self-service ».

Gershuny conteste donc la réalité d'une transition postindustrielle à la Bell. Selon lui, les sociétés, et plus spécifiquement la société britannique, qui est l'objet de ses analyses, restent fondamentalement des sociétés industrielles.

La théorie développée par Gershuny s'organise autour d'un raisonnement microéconomique et défend l'idée d'une économie où la tendance est davantage au suréquipement des ménages qu'au développement des services selon une logique postindustrielle. L'avènement d'une société de service ne serait donc qu'une illusion liée à la montée des emplois tertiaires. Or, ces emplois, tout comme l'ensemble des emplois industriels, sont en réalité tournés vers la conception, la production, et la vente de biens matériels à destination des ménages. Pour Gershuny, l'industrie assure une production croissante de biens matériels, qui sont acquis et utilisés par les ménages pour (auto)-produire, à titre privé, et dans la sphère domestique, les services dont

ils ont besoin. Dès lors, on assisterait au développement d'une véritable société de self-service. Pour Gershuny, la tendance au self-service devrait se poursuivre à l'avenir au moins pour deux raisons essentielles :

- l'innovation technologique permet de réduire régulièrement le prix des « machines à usage domestique » ;
- le coût du travail relativement élevé dans les sociétés développées rend le prix des services externes prohibitif par rapport à l'achat de biens matériels destinés à l'autoproduction de services.

En conclusion, le cœur de nos sociétés resterait donc la production de biens matériels assurée par le seul secteur moteur qu'est le secteur industriel. La société industrielle étant, dans ces conditions, toujours dominante quoi qu'en transformation.

COMPLEXITÉ, RISQUE ET INCERTITUDE : DES APPROCHES INTÉGRATRICES DE LA CROISSANCE TERTIAIRE ?

Les deux thèses dont nous souhaitons faire ici état se démarquent un peu des précédentes en ce sens que, tout en relevant des logiques néo-industrielles, elles apparaissent nettement plus nuancées sur la question de l'opposition biens-services, et qu'à l'inverse des approches précédentes, au-delà des services aux ménages, elles tiennent compte de manière directe des services aux entreprises.

La complexité croissante et la transformation du *what-how*

À la suite des travaux précurseurs en particulier de Harry Greenfield (1966), nombre d'auteurs ont insisté sur la montée en puissance des services aux entreprises et sur le rôle central des services de haut niveau destinés aux entreprises et aux organisations (Stanback *et al.*, 1981). Les auteurs de ce courant dit de la « production néo-industrielle de services » selon les termes de Delaunay et Gadrey (1987), mettent en avant la sophistication, la diversité et la différenciation accrue des produits (*what we produce*) ainsi que de la complexité croissante de l'organisation (*how we produce*) des structures productives. Cette transformation du *what-how* serait à l'origine de l'expansion des services intermédiaires destinés principalement aux entreprises ; dimension négligée tant par le modèle de Fisher-Clark que par

les théoriciens de la société postindustrielle, ou encore par une large part du courant néo-industriel.

Dans un tel cadre, l'expansion des services résulte essentiellement des besoins croissants en services complémentaires destinés directement aux entreprises. Il s'agit de services accompagnant la distribution de biens, la formation du capital humain, la répartition spatiale ou encore la régulation d'ensemble du système productif. C'est bien ici le système productif qui apparaît, dans ses mutations techniques et organisationnelles, au centre de l'analyse de l'économie des services.

Services, systèmes complexes et économie du risque

En s'appuyant sur les analyses de Knight en termes de risques, de systèmes et d'institutions visant à réduire ces risques, Orio Giarini propose, au cours des années 1980, une théorie originale de la croissance des services (Giarini, 1986). Son argumentation converge d'une certaine manière avec celle de Stanback *et al.* en termes de complexité. Giarini considère que dans les sociétés modernes, les individus, mais également les organisations n'achètent plus des objets mais des systèmes complexes. Or, ces systèmes induisent par essence de l'incertitude. Ils sont par ailleurs sujets à une très forte vulnérabilité. Ces deux éléments constituent les motifs puissants de la croissance de certains services visant à la réduction de l'incertitude ainsi qu'à la couverture financière des risques encourus. Dans ces conditions, on comprend que la valeur des biens ne se mesure plus à l'aune exclusive des coûts de production, mais également et de plus en plus à celle de leurs performances et de leurs usages. Aujourd'hui, tant l'agriculture que l'industrie doivent s'appuyer de plus en plus sur les services pour améliorer leur performance économique, que ce soit en termes de production ou de distribution. Giarini observe ainsi que les fonctions de service interviennent à cinq niveaux dans la production et l'usage des richesses :

- au niveau de la R&D, des plans d'investissement et des études de marché ;
- au niveau de la planification, de l'entretien, du stockage, du contrôle qualité et des mesures de sécurité ;
- au niveau de la distribution ;
- au niveau de la durée de vie des produits ;

– au niveau de la gestion des déchets et de la pollution générée à chaque stade de la production, mais également à la fin de la durée de vie des produits.

Les services apparaissent alors comme le moyen de prévoir, de surmonter et de réduire la vulnérabilité consubstantielle à des systèmes de plus en plus complexes. Il s'agit ainsi en quelque sorte d'une vision assurantielle de la croissance des services.

VERS DE NOUVELLES CLÉS DE LECTURE DES MUTATIONS DES SOCIÉTÉS CONTEMPORAINES ?

Depuis les années 1990, et à la suite de réflexions sur l'émergence de la société de services, de très nombreux observateurs et prospectivistes ont cherché à dessiner les contours de la société actuelle et à venir. Ainsi, parallèlement, mais aussi en concurrence avec les travaux sur la société de services, se développent de multiples réflexions sur la nature et les clés de lecture alternatives des mutations socio-économiques contemporaines. Après avoir présenté, de manière critique, les différentes perspectives existantes, nous abordons la question des liens qu'elles entretiennent éventuellement avec les services et la société de services.

De la société informationnelle à la société de l'immatériel

On peut retrouver dans la littérature contemporaine de multiples travaux annonçant ou analysant la société de la connaissance, de l'intelligence, de l'immatériel ou encore de l'information. La « nouvelle économie » est d'ailleurs elle-même une nouvelle forme de société trop vite annoncée et très vite oubliée.

Que recouvrent ces différentes notions ? Quel est leur contenu exact ? Quelles sont leurs limites ? C'est à ces questions que nous allons essayer de répondre en nous appuyant sur un rapide survol critique de chacune des thèses et conceptions avancées.

La société informationnelle

Le débat sur la société informationnelle a connu un indéniable succès depuis les années 1990. Néanmoins, les questions traitées ne sont pas nécessairement

nouvelles. Déjà dans les années 1970, Marc Porat analysait en détail les contours d'une économie informationnelle. Dans sa thèse publiée en 1976 et intitulée *The Informational Economy*, Porat mettait en avant l'expansion continue des métiers liés à l'information et au savoir et plus généralement de l'ensemble des filières liées à la production, la diffusion et au traitement de l'information. Dans les années 2000, Castells et Aoyama vont prolonger et renouveler la thèse de Porat en proposant ce qui est à ce jour, probablement, le travail le plus complet sur la question de la société informationnelle. Ces auteurs mettent en évidence la très forte montée en puissance des activités de traitement de l'information dans un certain nombre de pays de l'OCDE. En adoptant une vision large de l'information, ils constatent que le secteur de l'information est devenu majoritaire dans l'emploi de la plupart de ces pays. Bien entendu, Castells et Aoyama (2002) ne contestent pas la prégnance des activités de services. Ils considèrent, cependant, que l'opposition traditionnelle biens/services est supplantée par une nouvelle opposition biens/information. Ils constatent ainsi qu'entre 1990 et 2000, le secteur de l'information devient rapidement dominant dans l'emploi non agricole tant aux États-Unis qu'au Canada ou encore en France et au Royaume-Uni. De manière plus précise, au cours des années 2000, le poids des travailleurs informationnels dans l'emploi total atteindrait, selon eux, 43,3 % aux États-Unis et 51 % en France.

Malgré leur intérêt, ces thèses souffrent d'un certain nombre de limites en particulier méthodologiques. La principale d'entre elles étant que les conventions permettant de répartir les branches entre traitement des biens et traitement de l'information sont d'une très grande fragilité.

La « nouvelle économie »

La nouvelle économie (on parle encore de « net-économie » ou de « e-économie ») recoupe en grande partie les composants et les caractéristiques de la société informationnelle. Cependant, on constate que les représentations qui en sont proposées sont généralement moins rigoureuses. On peut néanmoins, à la suite de Gadrey, en présenter rapidement les principales caractéristiques. La nouvelle économie désigne à la fois un secteur en forte croissance et une nouvelle manière d'aborder l'économie et la société dans son ensemble. Cette économie, et c'est une de ses caractéristiques majeures, est une économie qui se fonde sur la production et la diffusion des TIC « qui constituent d'ailleurs les principaux vecteurs de la nouvelle croissance ». Elle

est également fondée sur une expansion des emplois de services, même si le rôle des services dans cette nouvelle croissance, n'apparaît pas toujours et n'est pas toujours clairement explicité. La nouvelle économie s'appuie par ailleurs sur un niveau élevé de flexibilité du travail et du marché du travail. Dans ces conditions, la nouvelle économie, qui est avant tout une économie de marché (marché concurrentiel, libre de toutes entraves et en particulier de la régulation étatique), est une économie en forte croissance.

On doit à Gadrey une critique magistrale de cette nouvelle économie considérée comme un nouveau mythe. Ainsi, contrairement aux prédictions des tenants de cette économie, le rôle des TIC dans le retour à la croissance américaine est relativement faible. Dans le cas de la France, les données de l'INSEE vont dans le même sens en estimant le taux de croissance « additionnel » lié aux TIC à une valeur entre 0,3 et 0,4 point.

La société de connaissance et du savoir

La société ou l'économie de la connaissance (on parle encore d'économie du savoir, de société de l'intelligence...) désigne une économie où la part des emplois intensifs en connaissance est élevée, le poids économique des secteurs d'information déterminant et la part du capital intangible (éducation, formation, etc.) dans le stock de capital réel, supérieure à celle du capital tangible (Foray, 2000).

La science et la technologie jouent un rôle important dans l'économie fondée sur la connaissance (mais elle ne peut être réduite à la haute technologie). Cette économie est tout à la fois une économie industrielle et une économie des services. Un certain nombre d'indicateurs fournis par l'OCDE (2000) permettent d'en cerner les contours :

- l'économie de la connaissance se caractérise par un investissement marqué dans le savoir, qui repose sur trois ensembles de dépenses : les dépenses publiques et privées d'enseignement supérieur, les dépenses de R&D et les dépenses de logiciel ;
- les industries du savoir sont au cœur de l'économie de la connaissance et sont définies comme les industries et secteurs employant intensivement la technologie et/ou le capital humain : les industries manufacturières de haute et moyenne haute technologie, les services (sociaux et personnels) fournis à la collectivité, les activités de banque et d'assurance, les autres services aux entreprises et enfin les services de communication.

Par de multiples aspects, la société ou l'économie de la connaissance rejoint les sociétés de l'information, l'e-économie ou encore la net-économie. En effet, ici encore on met l'accent sur le rôle de l'innovation et de la R&D, l'accélération du rythme de l'innovation et l'avènement d'un régime d'innovation permanente, le poids important des TIC. Néanmoins, elle s'en démarque de plusieurs manières :

- elle évite le biais techniciste qui marque la société de l'information et la nouvelle économie, et qui consiste à voir dans les TIC la cause principale et essentielle des transformations de l'économie. Ainsi, par exemple, la mondialisation ou encore l'évolution des normes de consommation jouent ici un rôle tout aussi important ;
- elle fait référence explicitement à des secteurs de services qui emploient intensément la technologie ou le capital humain. Contrairement aux approches en termes de « nouvelle économie », les services concernés ont le mérite d'être clairement explicités, même si leur choix peut être discuté.

L'économie et la société de l'immatériel

Le concept d'économie ou de société de l'immatériel est beaucoup plus récent que les précédents, en particulier en France. Il s'est diffusé à la faveur d'un certain nombre de rapports commandés par le gouvernement dont le dernier en date est le rapport Levy-Jouyet (2007). Il n'en demeure pas moins que dès le début des années 1990, de très nombreux travaux ont cherché à cerner la question émergente de l'investissement immatériel ou de l'investissement dans l'intelligence (Boisselier, 1993...).

La société de l'immatériel s'appuie sur le constat que depuis les années 1980, la dynamique de croissance et de création de valeur dans les économies de l'OCDE repose avant tout sur des éléments immatériels : savoirs, connaissances, nouvelles idées, contacts, modalités d'organisation... Là encore, on retrouve certains éléments des conceptions précédemment évoquées. En effet, l'économie de l'immatériel repose sur trois fondements principaux :

- le passage d'une logique de reproduction à une logique d'innovation, qui joue maintenant un rôle central ;
- la révolution technologique en matière de TIC. Ces dernières constituent à la fois le moteur et la conséquence des changements en cours ;

– et enfin la croissance régulière du secteur des services et en particulier des services culturels et récréatifs.

Autrement dit, l'économie de l'immatériel serait à la fois une économie de l'innovation, une économie de l'information et de la communication et une économie de services.

Quels liens avec les services et la société de services ?

Les différentes conceptions et thèses que nous venons d'aborder présentent de nombreux points de convergence. Pour l'essentiel, elles mettent en avant, en leur attribuant un poids et une importance variables, les quatre dimensions suivantes : les TIC, l'emploi hautement qualifié, l'innovation et la R&D, l'investissement immatériel. Cependant, même si elles sont souvent présentées comme telles, ces quatre dimensions ne sont pas totalement nouvelles. Certaines d'entre elles étaient déjà mises en avant dès les années 1970, y compris dans la dynamique de développement de la société postindustrielle selon Bell (cf. section II).

Les conceptions « informationnalistes » et cognitives de la société contemporaine, entretiennent cependant une relation ambiguë avec la société de services. Pour la plupart, elles présentent le mérite d'être transversales par rapport à la traditionnelle opposition biens-services. En effet, ces nouvelles sociétés ne sont pas constituées d'un ensemble de services. Elles incorporent également une grande part de secteurs industriels. Néanmoins, elles ne comprennent pas tous les services. En effet, pour l'essentiel, ces thèses se focalisent sur « un choix » de services dont on pourrait dire qu'ils « méritent » d'être intégrés aux activités (d'avant-garde) industrielles et informationnelles. Ainsi, la majorité des services de nature plus traditionnelle sont exclus du débat. Si l'on se limite à la société informationnelle selon Porat, on observe que l'exclusion touche tout à la fois la restauration, la récupération, le nettoyage ainsi que la plus grande partie de la santé et du commerce de détail. Or, pour ne citer que les deux derniers exemples, nous avons pour notre part montré que la dimension informationnelle était devenue centrale tant dans les services de santé, que dans le commerce de détail (Djellal *et al.*, 2004 ; Gallouj, 2007b).

Au total, on peut dire que les thèses que nous avons abordées dans cette section relèvent d'une certaine volonté de remplacer la problématique des services par des nouvelles problématiques autour de l'informationnalisme ou

encore de l'intelligence, de la connaissance et des savoirs... Or, les théories qui prétendent lire la société à partir d'un axe unique considéré comme central souffrent de nombreuses limites; la principale d'entre elles étant que la construction des catégories et métiers informationnels ou encore cognitifs (les travailleurs du savoir) relève de conventions autrement plus fragiles que celles qui sont à la base de la société de services.

CONCLUSION

Les théories que nous avons analysées dans ce chapitre cherchent à expliquer l'exceptionnelle croissance des services dans les économies contemporaines. Nous avons montré que la distinction post-industrialisme/néo-industrialisme restait l'axe structurant du débat. Au sein de ce débat, nous avons vu que si certaines approches étaient relativement nuancées, l'essentiel des recherches continue de faire jouer à l'industrie un rôle moteur. La crispation industrialiste n'est pas absente des approches les plus récentes autour de la notion d'information, de connaissance et d'économie de l'immatériel. Là encore, en insistant sur les TIC, la R&D et l'innovation (envisagée essentiellement comme changement technologique), on sous-entend que c'est l'industrie qui est au cœur de la croissance économique. Dans le chapitre suivant, nous allons tenter de mettre en évidence la contribution des services à la dynamique économique contemporaine.